

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

General Motors: la fin d'un monde et d'un symbole

Par Claude NICOLET, correspondant de Réso dans le Nord

La multinationale de l'industrie automobile, la General Motors est en faillite. Voilà qu'une entreprise géante, la première de sa catégorie depuis soixante dix ans est obligée de disparaître et de se mettre sous la protection en particulier du chapitre 11 de la loi américaine sur les faillites.

Mais il y a aussi Cadillac, Chevrolet, Buick, GMC, Saturn, Vauxhall et surtout en Europe Opel et Saab. Opel est sauvé par le gouvernement allemand et des capitaux russes, pour Saab en revanche...La commission européenne interdira t-elle à Angela Merkel de sauver une partie de l'industrie allemande? Quant à Pontiac et autre Hummer, c'est la disparition pure et simple. Ce sont des dizaines de milliers d'emplois qui sont en danger, sans compter les conséquences sur les sous-traitants, le commerce, les banques...Avec la General Motors ce sont aussi les schémas anciens qui volent en éclat. Barak Obama va injecter entre 30 et 50 milliards de dollars selon les sources dans le sauvetage de GM. L'intervention de l'Etat, les nationalisations sont désormais le seul outil à la hauteur des défis économiques auxquels il faut répondre.

Dans le même temps, le secrétaire d'Etat au trésor (le ministre des finances) des Etats Unis d'Amérique est en Chine, pour discuter d'équilibre budgétaire mondial, parité des monnaies et parler avec la Chine de leur idée de création d'un "panier de monnaies" pour stabiliser la situation monétaire mondiale. Cet équilibre doit être plus que jamais au coeur de la réflexion de l'ensemble des responsables politiques quels qu'ils soient. En effet, la majeure partie de la dette des Etats Unis d'Amérique est détenue par la Chine notamment par l'achat massif par ces derniers de bons du trésor américain. Et la Chine soutient (encore) sa croissance par des

exportations importantes vers les Etats Unis, en particulier de produits manufacturés et d'échanges technologiques. Autrement dit, la Chine vend sa croissance en achetant la dette américaine. Tant que cela fonctionnait, ce mécanisme soutenait la croissance mondiale. Au prix d'une désindustrialisation et d'un endettement massif, les Etats Unis sont parvenus à maintenir leur système en place. C'est ce modèle, basé sur le libre échange, la désinflation compétitive, la concurrence de la main d'oeuvre et la liberté totale des mouvements de capitaux qui est en train de s'effondrer.

Mais la crise des "subprimes" est passée par là et elle a asséché la finance mondiale. Certes, GM a fait des erreurs. Inadaptation de l'offre avec l'évolution de la demande, crise du prix du pétrole ces deux dernières années, véhicules trop gros, trop gourmands. Résultat: les ventes ce sont effondrées de 45% en un an et la dette cumulée sur ces quatre dernières années est d'environ 100 milliards de dollars, l'action GM ne vaut plus que 75 cents, autrement dit rien.

La catastrophe sociale sera terrible aussi, car dans le cas présent, une très forte prise en charge sociale est faite directement par l'entreprise. L'essentiel de l'assurance maladie était assurée par GM ainsi que les retraites. Or ce sont environ 500 000 retraités qui risquent de voir disparaître leurs revenus.

Autre conséquence, l'impact territorial. L'Etat du Michigan et la Ville de Détroit qui connaissent déjà le prix du déclin industriel, voient le fleuron de l'industrie américaine mettre la clef sous la porte. Il est question d'un plan de 10 milliards pour la Ville.

Résistance Sociale soutient le peuple hondurien

Par Pierre KERDRAON

Une fois de plus, un coup d'état militaire secoue l'Amérique latine. Cette fois, c'est le petit état du Honduras qui est concerné. Rien pourtant ne laissait présager que le président Zélaya pourrait un jour être expulsé manu militari de son pays. Contrairement, par exemple, à Chavez ou à Correa, Zélaya avait tout du notable bon teint lorsqu'il a été élu président du Honduras. Seulement voilà, il s'est à son tour laissé gagner par le besoin de réforme sociale. Ce n'est pas seulement, comme on le lit dans la presse, parce qu'il voulait obtenir par référendum le droit de briguer un second mandat qu'il a été destitué. C'est

parce qu'il a osé vouloir s'appuyer sur le peuple pour mettre en place des réformes. Cela, la caste des propriétaires, appuyée par l'armée, la justice et l'église catholique ne pouvait l'accepter. D'où sa destitution, malgré le soutien que lui a manifesté depuis son départ forcé le peuple hondurien.

On ne peut que se féliciter de voir l'ensemble des états voisins et même le président Obama exiger le retour au pouvoir du président Zélaya. On aimerait que la France et les pays européens, à leur tour, montrent de manière concrète, et pas seulement en paroles, leur solidarité avec le peuple hondurien et le président Zélaya.

EDUCATION NATIONALE

Encore 16000 suppressions d'emplois en 2010 : où s'arrêtera-t-on ?

Par Clémence METIVIER

Plusieurs enseignants se sont associés pour écrire quelques poèmes en hommage à ces femmes et ces hommes, auxiliaires de vie à l'éducation nationale, dont le travail est reconnu par tous sauf par leur employeur. Nous essayerons de les publier dans un prochain bulletin mais vous pouvez s'ores et déjà en prendre connaissance sur notre site Internet.

Comme ailleurs, comme à la Poste ou à France Télécom, une partie de ces contractuels sont jetés à la rue non pas

parce que leur emploi est supprimé mais parce qu'ils l'occupent depuis trop longtemps (trois ans !).

Et, bien sûr, on recrute aussitôt de nouveaux agents qui devront, comme les précédents, apprendre le métier sur le tas avant qu'une fois formés, on leur dise à eux aussi : « Merci ! Au suivant ! »

Mais il y a encore plus grave : Ce sont de nouveaux 16000 suppressions d'emplois qui sont annoncées pour 2010, comme si globalement le nombre d'élèves était appelé à

diminuer, ce qui n'est bien sûr pas le cas comme le prouve le taux de natalité.

A moins qu'on n'envisage de remplacer une partie des professeurs par des auxiliaires de justice ou par des policiers? Allez savoir...

Eh oui, pour Sarkozy, l'école a cessé d'être un lieu d'apprentissage à la vie de citoyen pour devenir la chambre d'attente à la prison pour les futurs délinquants repérés par leur seul encéphalogramme ...

AFP

Comme vous le savez Résistance Sociale a relayé l'appel « Pour la survie et l'indépendance de l'AFP » que nous avons mis en ligne sur notre site www.resistancesociale.fr

En effet, la mainmise du pouvoir sur le service public de l'audiovisuel, la fragilisation des entreprises de presse indépendantes, la mise en cause du statut des journalistes et de leurs droits d'auteur, les pressions sur les salaires et les conditions du travail semblent ne pas suffire au gouvernement.

Aujourd'hui, c'est l'indépendance de l'AFP, par un projet de modification de son statut garanti par une loi de 1957, qui est en cause. Le PDG a confirmé devant le comité d'entreprise qu'il entendait poursuivre son projet de transformer l'AFP en "société nationale à capitaux publics". Comme la Poste, il s'agirait en fait d'une société anonyme, qui pourrait ouvrir la voie à une privatisation en bonne et due forme et, dans l'intervalle, à une main mise directe du gouvernement.

Résistance Sociale, qui soutient sans réserve le mouvement social déclenché par les salariés de l'AFP, participe à la diffusion massive de la pétition et relaie ce combat.

Nous avons reçu beaucoup de soutiens d'organisations associatives et syndicales ainsi que des soutiens individuels : nous les avons, bien sûr, immédiatement transmis à l'intersyndicale.

Au milieu d'eux, un commentaire d'une internaute un peu perplexe : quoique soutenant le combat des salariés, elle est plutôt sceptique sur l'institution. Nous n'avons pas pu résister à vous en faire part car il rejoint, dans un style direct, les interrogations sur les possibilités d'indépendance de la presse et les débats sur cette institution que nombre de militants des organisations de progrès ont entre eux.

« Bonsoir...je suis étonnée que même l'AFP n'aie pas vu venir son changement de statut : c'est là qu'il faut s'interroger sur le contenu du « travail »... Qu'à présent, la presse soit moins libre, on sait que notre incontinent national n'y est pas pour rien... Mais avant ? Les directives 'européennes', ça ne date pas d'hier, tout de même... Actuellement, la presse ne fait rien pour informer sur ce qui se passe à Bruxelles, ou Strasbourg... Et on en arrive à cette absurdité que les gens qui auraient dû nous avertir se retrouvent pris dans le piège... On croit rêver... En plus, des gens de la presse : personne ne connaît Pierre Levy ? Personne n'est au courant de son combat ?

Difficile contre la dictature de « l'Europe » et de l'OMC ?...Mais alors, on fait quoi à l'AFP ? Ah...que des « scoops » : comment sera habillée notre 'p' nationale à sa prochaine sortie, ou si Bongo est mort ce soir ou demain.... Je suis très fâchée contre la presse, même si ça ne se voit pas ; mais bon : c'est comme les gosses, faut laisser encore une chance, alors, si vous avez besoin de ma signature, c'est ça - à vous de l'extraire de mon message-

DL, institutrice retraitée, Ardennes, signe pour que la presse française reste libre et non faussée, et pour que ses impôts soient davantage consacrés à cette liberté plutôt qu'à financer la présence de l'armée française en Afghanistan ou ailleurs....

Salutations du soir...espoirs.... DL des Ardennes »

ACTUALITÉ SOCIALE

L'OUEST DUREMENT TOUCHÉ

Par Jacky EOUZAN, correspondant de Réso en Bretagne

Après la pêche, la production agricole laitière, l'ouest (Bretagne, Normandie, Vendée) est durement touché par les fermetures ou projets de fermetures d'entreprises. Les pardons Bretons n'y pourront rien, et à un moment où le pouvoir fait tout pour favoriser le retour du religieux, l'illusoire de la croyance religieuse ne masquera pas la réalité de la vie matérielle dégradée de tous ceux qui sont touchés de plein fouet par les plans sociaux, .

Qu'on en juge, rien que pour le mois de juin et sans que cette liste soit limitative car nous ne sommes pas informés de tous les plans sociaux et fermetures d'usines :

(Baupré près de Carentan – Manche)

Cargill qui emploie 250 salariés dans la manche annonce une réduction d'effectifs. 70 à 90 emplois seraient menacés. La multinationale précise que le coût d'extraits d'algues, sa matière première localement employée, est devenue insupportable au regard de la concurrence des pays asiatiques.

Près de Caen (Calvados). Lusine Seaquist (fabricant de bouchons plastique pour la cosmétique, l'alimentaire et la pharmacie va fermer. 43 salariés sont concernés.

L'usine Kelt de Vannes (Morbihan), constructeur de vedettes haut de gamme White Shark et Seahawk va être fermée. La production en forte baisse va être rapatriée à Marans (Charente). 68 salariés sont concernés et 56 d'entre eux se sont vus proposer de déménager à Marans.

L'usine Chaffoteaux (Saint-Brieuc – Côtes d'Armor). Le groupe ATG propriétaires de l'usine a annoncé son plan de licenciement. Plus de 200 personnes seront licenciées sur les 250 employés de l'usine.

L'usine Chaffoteaux de pièces détachées de Tréssignaux (Côtes d'Armor) appartenant au Groupe Merloni (Italien) craint le pire après le plan social de l'usine de Ploufragan (près de Saint-Brieuc Côtes d'Armor) qui envisage plus de 220 licenciements. L'usine de Tréssignaux c'est 37 employés qui se demandent si leur sort ne va pas être lié à celui de la maison mère.

SKF, leader Suédois des roulements à billes, va fermer son usine de Fontenay le Comte (Vendée). Ce sont donc 380 personnes qui vont se retrouver ou chômage à la fin de l'année.

Ceci n'est qu'un panel des entreprises qui licencient dans l'ouest au cours de ce mois de juin. Le plus scandaleux c'est que ces entreprises font de substantiels bénéfices. Les actionnaires n'en ont toujours pas assez et le Gouvernement qui accepte cette situation, malgré les discours de Sarkozy sur les patrons voyous, à l'outrecuidance de venir demander aux salariés d'allonger l'âge de départ à la retraite.

Si l'on veut rétablir l'équilibre des comptes sociaux, rien de plus simple, en plus des cotisations actuellement versées par employeurs et employés, il suffit de taxer les transactions financières et boursières du Cac 40 qui journalièrement représentent des milliards d'euros.

Ainsi, les auteurs des licenciements et des délocalisations participeraient à due concurrence à la réparation des dégâts qu'ils ont eux-mêmes provoqués dans les comptes sociaux.

En exigeant une telle participation avant toute remise en cause des retraites quant à leur montant ou leur durée de cotisation, les actionnaires licenciés ne pourraient plus s'arroger de leur propre turpitude.

LES BRAS M'EN TOMBENT

VOUS AVEZ DIT SONDAGE ?

Par Jean-Luc GARNIER

On croit rêver, ou plutôt cauchemarder... Aux dernières nouvelles (2 enquêtes d'opinion de LH2 et Ipsos), le Presidus Maximus Minimus caracolait en tête des sondages. Incroyable, incompréhensible, aberrant, choisissez l'adjectif qui vous convient...

Voilà donc une espèce de suragité hyperactif, roi du paraître et de l'esbroufe, passé maître dans l'art de l'effet d'annonce, du frémissement de sourcil et du haussement d'épaule en tête des sondages. Mais encore faudrait-il relativiser...

Chez qui ont-ils été réalisés, ces sondages ?? Chez les chômeurs, les précaires, les travailleurs qui ont récemment perdu leur emploi ou ceux qui vont le perdre prochainement, les plans de "restructuration" (quel vilain mot) ou de licenciements secs s'enchaînant à la vitesse grand V ?

Le mécontentement, la colère, les milliers de citoyens dans les rues depuis le début de l'année lors de chaque grand rassemblement, rien n'y fait : "Passe-Partout is good for you".

Aurait-il, tel Nounours, jeté un sable magique sur les Français, qui les endormirait paisiblement en leur promettant un avenir radieux ?

Mais que faut-il donc pour s'attaquer à cette bulle qui le protège, cet effet bling-bling et poudre aux yeux qui en fait un président people plus qu'un président du peuple... Mais n'en demandons pas trop, déjà qu'il peine à être le président des électeurs UMP, si l'on en croit le résultat des européennes...

Mais bon, ces sondages qui nivellent tout par le bas (qui est la nouvelle star ? Que pensez-vous du nouvel album de Mariah Carey ? Etes-vous pour ou contre ce qui se passe en Iran ? Le brushing de Ségo ou la mise en pli de Martine ?) ne font que refléter la superficialité des sondeurs, qui entretiennent le plan-plan pour esquiver les vrais problèmes.

Et le vrai problème, on sait où il se trouve. Alors, ce grand coup de pied dans la fourmière médiatico-politique, d'où viendra-t-il ?

ACTUALITÉ SOCIALE

L'indépendance de la statistique publique ne se décrète pas !

Des moyens en baisse et un projet de délocalisation qui menacent toujours la statistique publique, et par là même son indépendance

L'indépendance de la statistique publique est construite sur trois piliers : la formation et la déontologie de ses personnels, ainsi que leur statut jusqu'à présent protecteur ; le processus de prise en compte de l'intérêt général au CNIS, par l'élaboration d'un programme de travail validé collectivement et dont les méthodologies employées sont toujours examinées. Pour exécuter ce programme, elle est tributaire des moyens mis à sa disposition.

Ainsi l'indépendance est maintenant très largement mise à mal par la baisse des moyens nécessaires pour réaliser les travaux. Pour la première fois de l'histoire du Cnis, le directeur général de l'Insee a demandé à ce dernier de décider de revoir ses priorités pour prendre en compte la baisse des moyens. On n'a toujours aucune idée des financements octroyés pour mener à bien le projet de délocalisation, qui fragilise par ailleurs en soi l'indépendance de la statistique publique.

Parallèlement, les évaluations des politiques publiques deviennent prioritaires en SSM, suite aux demandes répétées des cabinets. Souvent elles ne font pas partie des programmes de travail et elles empêchent la réalisation d'autres études de fond prévues au programme. Nous ne remettons pas en cause leur intérêt, mais sans moyens supplémentaires, elles empêchent la sortie de tout un pan d'études et de données. Cela appauvrit le débat démocratique si elles deviennent la seule priorité, comme cela est aujourd'hui préconisé pour les études régionales de l'Insee.

L'Autorité statistique : pour quoi faire ?

La loi LME instituant l'Autorité statistique est désormais en place. Son aréopage, exclusivement masculin, a été dûment nommé à la fin du mois de mai. L'Autorité est donc désormais en état de fonctionner !

Mais, premier accroc, son président, censé représenter la garantie de l'indépendance a été missionné au même moment pour être le chef d'un groupe d'experts sur l'évolution du Smic. Première préconisation de ce groupe : pas de coup de pouce pour les Smicards en juillet, suivi d'une décision en même sens du gouvernement.

Un sujet brûlant dont le gouvernement déplace la décision - hautement politique - dans les mains « d'experts »...qui du coup ne sont plus seulement « experts », mais largement liés au gouvernement.

Des pressions individuelles inadmissibles, sur des agents syndiqués ou non syndiqués

Mais il y a d'autres pressions, individuelles celles-là, exercées sur les agents dans les dernières semaines :

- Un agent du SSP (agriculture) a été démis de son poste pour avoir remis en cause, via son syndicat, la pertinence d'une étude. Un autre poste lui a été proposé, mais cette sanction est une triste première dans la statistique publique.
- Un agent de l'Insee s'est vu refuser un poste d'adjoint de chef de Sed (et le poste a été par là même supprimé car il n'y avait pas d'autre candidat !!!) à cause de son engagement syndical.
- Ailleurs à l'Insee un agent considéré depuis plusieurs années comme un « excellent élément » et toujours noté en conséquence, a été bloqué dans son avancement cette année. Sa hiérarchie a ouvertement assumé que la cause était son engagement dans le mouvement de lutte contre la délocalisation...
- Et peut-être d'autres cas dont nous ne sommes pas au courant...

Il ne suffit pas d'un décret pour assurer l'indépendance de la statistique publique. Nous, agents de la statistique publique, restons garants son indépendance. Nous dénonçons ces pressions qui gagnent du terrain !

A l'appel de :

CGT, Syntef-CFDT, SNU-TEF FSU, FO de l'administration centrale du Ministère du Travail, des Relations sociales, de la Famille, de la Solidarité et de la Ville (DARES)

CGT, SACAS CFDT, du Ministère de la santé de la jeunesse des sports et de la vie associative (DREES)

CGT, CFDT, SUD, CGT-FO, CFTC de l'Insee

CGT, SNE-FSU de l'administration centrale du Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire (Meeddat)

A Paris, le 3 juillet 2009

ACTUALITÉ SOCIALE



Communiqué de presse du comité national contre la privatisation de la Poste, pour un débat public et un référendum

Privatisation de La Poste : il faut un référendum ! La population doit se prononcer partout lors de la consultation populaire du 3 octobre 2009

Réuni en assemblée plénière le 3 juillet 2009, le comité national contre la privatisation de La Poste, pour un débat public et un référendum sur le service public postal a choisi la date de la consultation nationale sur l'avenir de La Poste :

Elle se tiendra le samedi 3 octobre 2009

Organisée localement partout en France par les comités locaux et collectivités partenaires de l'action du comité national, cette consultation pourra se tenir dans les mairies comme devant les bureaux de poste, dans la transparence et la démocratie pour que chacun ait une chance de se prononcer sur le projet de privatisation de La Poste.

Paris, le 8 juillet 2009

COMMUNIQUE DE PRESSE CGT 82

Transmis par Marcel BOISSAC, notre correspondant dans le Tarn-et-Garonne

Nous venons d'apprendre par voie de presse l'aboutissement des négociations sur le schéma départemental de la présence postale.

On peut se satisfaire du résultat obtenu et se féliciter du combat mené par les élus et les collectifs dans certains villages. Ce travail de longue haleine a permis de sauvegarder 24 bureaux de poste sur les 29 initialement menacés de transformation en Agence Postale Communale.

Tout ce travail de concertation a abouti à un accord entre les Elus, le Conseil Général et La Poste. Or, cet accord qui aujourd'hui apparaît comme un succès, risque, dans les mois qui viennent, d'être rendu caduc du fait du changement de statut de La Poste en société anonyme annoncé par le gouvernement en janvier 2010.

Pour preuve, en interne, les restructurations continuent et engendrent inévitablement des reprises d'emplois. A court terme, cela va entraîner des problèmes d'organisation, surtout avec la mutualisation des moyens qui a été décidée.

Dans cette affaire, le paradoxe est que, dans un premier temps, la Direction de La Poste recule en signant cet accord, et dans un

second temps, elle met en place un véritable plan de démantèlement du service public postal en supprimant des emplois en vue de la privatisation.

Nous devons rester vigilants et mobilisés pour sauvegarder le service public postal, provoquer et mener des débats sur la modernisation et le développement du statut de La Poste, car c'est bien de là que découlera la présence de bureaux de poste sur le territoire, remplissant pleinement leur mission de service public.

Depuis 1997, c'est l'hémorragie au niveau de l'emploi, on comptait 320 000 postiers, il n'y en avait plus que 295 000 en 2007, et chaque année, les différentes directions suppriment encore des milliers d'emplois en ne renouvelant pas les départs à la retraite.

Cela engendre une dégradation du service rendu à l'usager, et une dégradation des conditions de travail des postiers.

La partie n'est pas finie, choisissons le service postal dont nous avons besoin et ne laissons pas le gouvernement nous imposer ses stratégies politiques pour servir sur un plateau les bijoux de la nation aux marchés financiers.

Montauban, le 2 juillet 2009

COLLOQUES ET DÉBATS

Les 7^{ÈMES} VENDÉMIAIRES DE RÉSO

auront lieu le

SAMEDI 17 OCTOBRE 2009

**Maison de quartier du Méridien
Rue de Cambrai
59240 Dunkerque – Malo-les-Bains**

La matinée sera consacrée à un débat sur la situation économique et sociale avec des syndicalistes. L'après-midi examinera les conditions d'une recomposition politique capable de répondre aux attentes du mouvement social.

Avec la participation de responsables syndicaux et des dirigeants politiques de la gauche dans sa diversité.

Dès maintenant réservez votre journée !

SEPTEMBRE 1792/SEPTEMBRE 2009 : 217 ANS DÉJÀ

A l'occasion de l'anniversaire de la Première République.

Résistance Sociale sera représentée et a le plaisir de vous inviter aux

2^{èmes} « Sans-Culottides » de Saintonge

organisées par l'association culturelle *Les Joyeux Jacobins*

**Le 19 septembre 2009,
Salle de La Récluse, place de la Commune 1871
(17100 SAINTES)**

Programme

A 14h – conférence-débat *République, droit du travail et démocratie collective*, animée par M. Alain GIRARD – entrée libre

A 15h15 – conférence-débat *La République et les femmes*, animée par Mme Lolita CORROY-URDIALES – entrée libre

A partir de 19h – A l'occasion d'un Buffet républicain, les Joyeux Jacobins accueilleront une délégation de la Chorale populaire de Paris, qui proposera des chants liés à la thématique *Révoltes et Révolutions*.

Réservation obligatoire avant le 10 septembre avec participation aux frais.

Bulletin d'inscription disponible en ligne (voir ci-dessous, le site Internet de l'association) ou sur simple demande.

Pour contacter l'association :

écrivez-à : lesjoyeuxjacobins@laposte.net

Les Joyeux Jacobins, 75 rue de l'Épineuil, 17100 SAINTES

consultez le blog <http://lesjoyeuxjacobins.over-blog.com/>

ou le site internet <http://lesjoyeuxjacobins.site.voila.fr/>

COUP DE GUEULE

Retraite à 67 ans ? Pourquoi pas 80 ans tant que vous y êtes ?

Par Yves LAOT

Depuis quelques jours, on entend à nouveau parler d'un recul de l'âge légal de la retraite, fixé à 60 ans aujourd'hui. D'abord Hortefeux, ensuite Fillon, puis l'UMP, et tout dernièrement Sarkozy lui-même tout le monde à droite s'y met pour nous dire que ce sujet ne serait pas tabou, qu'il ferait partie des pistes de réflexion du gouvernement et de sa majorité parlementaire.

Leur argument ? Le déficit de la sécurité sociale, bien sûr, et de sa branche vieillesse en particulier. Et le fait que le gouvernement de Madame Merkel en Allemagne a lui-même décidé de reculer l'âge de départ en retraite à 67 ans.

Est-ce sérieux ? Tout le monde sait que la France est l'un des pays d'Europe où l'âge réel de départ en retraite est l'un des plus précoces. Par la faute des salariés ? Parce que l'âge légal de départ en retraite est fixé à 60 ans ? Non ! Par la faute des entreprises qui considèrent qu'un salarié de plus de 50 ans coûte cher et que sa « productivité » serait plus faible. Résultat : en cas de difficultés, les entreprises recourent d'abord aux préretraites, manière de « virer » sans le dire des salariés jugés trop âgés, même s'ils n'ont que 56 ou 57 ans, voire moins et ont encore leurs pleines capacités physiques et intellectuelles.

Même les établissements publics comme la Poste s'y mettent. Celle-ci prévoirait ainsi de se « débarrasser » de 200 à 300 salariés de plus de 56

ou 57 ans, sans doute beaucoup plus en réalité.

Alors, pourquoi ce tintamarre autour d'un relèvement de l'âge légal de la retraite ?

Pour faire plaisir au patronat ? Il y a un peu de ça, sans doute. Laurence Parisot n'est pas la dernière à réclamer la fin de la « retraite à 60 ans », une des mesures phare du gouvernement de Pierre Mauroy, en 1981.

Pour faire plaisir au FMI ? Sûrement aussi. Le relèvement de l'âge légal de départ en retraite fait partie des mesures « libérales » préconisées par le FMI.

Mais, surtout; c'est un moyen détourné de baisser encore le niveau des pensions, qui a déjà beaucoup diminué avec les mesures Balladur, Juppé et Fillon.

Rassurez-vous, pas pour tout le monde. Pour les patrons du CAC 40, amis de Sarkozy, ça va merci.

Si les salariés qui ont trimé toute leur vie pendant 40 ans ou plus gagnaient un dixième de ce que ces patrons empochent en quittant leur entreprise, ce serait pour eux le bonheur assuré. Hélas, ce n'est pas pour demain !

Raison de plus pour s'opposer à la remise en cause de la retraite à 60 ans !!!

VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION, ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de
RESO, association loi 1901

Siège social :

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr
Courriel : webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice de la publication :
Marinette BACHE

NOM PRENOM :

ADRESSE :

.....

TEL : Portable : E-mail :

J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi exemplaires par envoi.

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS (chèque à l'ordre de Résistance Sociale)